

Cherbourg-en-Cotentin. Le choix entre la semaine de 4 jours ou 4,5 jours pour les écoliers se fera en 2021

Le SE-Unsa dénonce le report de la consultation

LES COMMUNES ont la main pour décider de l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires publiques, depuis la rentrée 2017. Cherbourg-en-Cotentin est restée aux quatre jours et demi depuis. Pour exiger le retour aux quatre jours, des mobilisations d'enseignants et parents d'élèves ont eu lieu.

Report incohérent

Le nouveau conseil municipal avait prévu de consulter la population à propos de cette organisation à l'automne 2020. Cela a été reporté à l'automne 2021, à cause de la pandémie. Dans notre édition du 20 décembre, Dominique Hébert, adjoint en charge de la politique éducative, justifiait cette décision : « Une telle consultation doit faire l'objet d'un large débat public, avec la participation de spécialistes de l'enfance, pour permettre à chacun de choisir en connaissance de cause. »

Dénonçant « le peu de considération accordé aux enseignants » le syndicat des enseignants (SE) Unsa conteste ce report. « Il ne vient qu'alimenter un peu plus la décrédibilisation de la parole politique » et « est à l'opposé des engagements électoraux du programme porté par Passion commune, liste menée par Benoît Arrivé ».

Pour eux, le report est incohérent. « À l'époque, il n'était pas question de vrai débat. Étrangement, c'est la nécessité de ce débat qui implique le report de cette consultation. » Ils prennent comme exemple les « 1 500 participants en 18 mois de débat autour du PESL » pour amener l'équipe municipale à « davantage d'humilité » lorsqu'elle propose « des plateformes participatives et des constitutions de groupes d'habitants et de personnes qualifiées ».

« Consultations à sens unique »

Le syndicat estime que « si la crise de la Covid-19 impacte sérieusement nos fonctionnements, elle n'empêche pas la démocratie ». Pour eux, il existe « un fossé entre la mairie de Cherbourg-Octeville, Cherbourg-en-Cotentin et les enseignants ». En

cause : « Des consultations à sens unique interrogeant seulement les parents sur la qualité des TAP (N.D.L.R. : travaux organisés pris en charge par la commune) et non sur le clivage quatre jours/quatre jours et demi. »

Romain LE BRIS



Le syndicat des enseignants de Cherbourg-en-Cotentin estime que le report de la consultation des rythmes scolaires pour cause de pandémie est incohérent.